



Le Président

Monsieur Claude ALEMAGNA
Maire
Hôtel de Ville
Cours de la République

83510 LORGUES

Toulon, le **10 OCT. 2023**

Monsieur le Maire,

Dans le cadre de la consultation des Personnes Publiques Associées, vous avez bien voulu nous transmettre pour avis le projet de Règlement Local de Publicité (RLP) de votre commune, et nous vous en remercions.

L'application d'une réglementation cohérente des dispositifs publicitaires et des enseignes est importante pour améliorer le cadre de vie, et permettre un développement économique harmonieux sur votre territoire. L'enjeu principal est d'assurer un affichage et des aménagements réduisant l'impact paysager et toute forme de pollution visuelle, tout en garantissant une réponse au besoin de visibilité des entreprises implantées sur la commune.

Votre démarche visant à distinguer, par le zonage, différents secteurs pour tenir compte des spécificités du territoire nous paraît cohérente (ZP1-Centre historique, ZP2-Centre-ville élargi, ZP3-Espaces d'activités, ZP4-Quartiers résidentiels), car cela permet d'adapter la réglementation aux enjeux du territoire communal (développement urbain, patrimonial, économique...). Nous notons également que les publicités et pré enseignes sont interdites en dehors de ces secteurs, qui sont alors considérés comme étant « hors agglomération » (zone ZP5).

Nous estimons effectivement que les Zones d'Activités Economiques (ZAE) nécessitent l'instauration d'une réglementation moins restrictive que sur les autres zones, au vu des enjeux économiques qui y sont présents. Sur votre commune, l'enjeu est fort car les deux espaces concernés sont localisés sur les entrées de ville est et ouest le long de la RD562 (zone ZP3), avec un effet vitrine pour le territoire qui demande une attention particulière en termes de visibilité et de perception paysagère.

Ainsi, une réglementation plus stricte sur les enseignes peu qualitatives qui impactent le paysage est un aspect essentiel pour améliorer la qualité globale de ces espaces, et pour éviter les nuisances visuelles qui brouillent les informations publicitaires.

Au sein de ces ZAE, il est enfin important de renforcer la signalétique en valorisant la qualité des enseignes, et en permettant une meilleure visibilité des entreprises locales qui y sont implantées (notamment commerciales), en leur assurant une plus grande attractivité.

Le centre-ville de la commune (zone ZP1) est également impacté par la limitation de la publicité et des enseignes, d'autant qu'il est concerné par des périmètres de protection réglementaire : abords de monuments historiques et Site Patrimonial Remarquable (SPR). Il concentre à la fois des enjeux de qualité urbaine et patrimoniale, et des enjeux d'attractivité étant donné la présence de nombreuses activités commerciales au sein de son périmètre.

A travers le RLP, l'objectif est donc de maintenir l'activité économique du centre-ville en évitant la multiplicité des supports d'enseignes pour préserver au mieux le patrimoine urbain. Nous encourageons donc les objectifs affichés dans votre document pour limiter la densité des dispositifs publicitaires et promouvoir un centre-ville de qualité, qui soit propice à la fréquentation des commerces et services de proximité.

D'une manière générale, nous attirons votre attention sur l'importance de préserver une certaine souplesse dans la réglementation du RLP au sein des zones regroupant les entreprises, en évitant des règles trop restrictives qui pourraient mettre en difficulté certaines d'entre elles (mises en conformité coûteuses financièrement), et notamment les petits commerçants (l'affichage publicitaire reste une source de visibilité et de revenus). Cela irait finalement à l'encontre de la défense du commerce de proximité, alors que la préservation du tissu économique local est l'un de vos objectifs affichés.

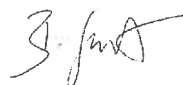
Ce projet de RLP doit permettre à votre commune de disposer d'un document suffisamment complet et détaillé, conforme en matière juridique, afin d'éviter un certain nombre de litiges avec les entreprises ou les annonceurs, tout en préservant l'activité économique de la commune.

Nous insistons enfin sur l'importance d'un travail pédagogique d'appropriation du RLP auprès des entreprises de votre territoire, de manière à les accompagner et les aider à s'adapter à cette nouvelle réglementation dans les meilleures conditions.

Nos services se tiennent à votre disposition pour tout développement complémentaire sur l'ensemble de ces thématiques.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de notre considération distinguée.

Le Président,



Basil GERTIS

Affaire suivie par :
Pôle Experts-Métiers
Joanin MAILHAN
Tél : 04 94 22 80 13

